

COMMUNIQUE DE PRESSE

La CSF exige une politique ambitieuse pour les quartiers et la jeunesse

La CSF souhaite témoigner son soutien à la famille de Nahel atteint par un coup de feu mortel. Ce drame une fois de plus a déclenché sur tout notre territoire des violences extrêmes dans de nombreuses villes, les jeunes exprimant une colère prévisible comme le passé nous le rappelle : 1979 à Vaulx-en-Velin, 2005 à Clichy et ce 27 juin à Nanterre.

L'histoire se répète : un jeune tué et c'est « l'étincelle » qui entraîne le réveil de blessures oubliées et une jeunesse désœuvrée en colère, incontrôlable qui enflamme le pays témoignant une fois de plus d'un profond malaise général. Le traitement médiatique, à coup d'images sensationnelles montrées en boucle entretient le « feu » et les appels à la violence se propagent sur les réseaux sociaux.

En ce qui concerne le contrôle des policiers nous rappelons que le défenseur des Droits avait alerté sur les risques liés à la loi de 2017 relative à la sécurité (usage des armes) et sur le manque de formation des policiers confrontés à des situations de plus en plus difficiles.

Nous condamnons toutes les violences sur les personnes et toutes dégradations des bâtiments publics (établissements scolaires, centres sociaux, commerces, mairie, médiathèques, salles de sport, commissariats...).

Nous rappelons que depuis 40 ans, toutes les politiques de la ville n'ont concerné trop souvent que le bâti « politique de la pierre » au détriment de l'humain.

Nous dénonçons le manque d'acteurs au quotidien et **défendons une politique de prévention et d'éducation** car notre jeunesse a besoin d'un cadre avec des acteurs formés, motivés, engagés dont le salaire est à la hauteur de leur mission.

Nous réaffirmons que l'éducation populaire est une vraie réponse qui a fait ses preuves. Nous demandons un soutien financier et humain pour tous les mouvements associatifs garants de la démocratie, des valeurs de la République, pour qu'un maillage associatif sur notre territoire permette à nos jeunes de « penser un avenir plus juste et plus solidaire » où le racisme, la violence sont combattus notamment dans le cadre de la loi.

Nous alertons sur le manque de vision de nos politiques car ces problèmes sont souvent la cause de mouvements violents, et font le lit des adversaires de la démocratie.

Nous appelons à une réaction collective proposons que partout les acteurs de terrain soient réunis pour construire collectivement des projets durables par la mise en place de tables d'éducation, des conseils de jeunesse pour élaborer un vrai programme social et solidaire. **Le vivre ensemble n'existe pas il doit se construire avec les habitants, les jeunes, les familles, cela demande du temps, des moyens et la participation de tous.**